

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2012

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE : ES

Obligatoire

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures - COEFFICIENT : 7

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 8 pages numérotées de 1/8 à 8/8.

Le candidat traitera au choix soit la dissertation,
soit la question de synthèse étayée par un travail préparatoire.

Dissertation appuyée sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Comment l'accumulation du capital peut-elle être source de croissance économique ?

DOCUMENT 1

La croissance économique résulte d'une augmentation de la population active employée [...] ou du stock de capital (on met en œuvre plus de machines). [...] L'accumulation de la main-d'œuvre provient dans le long terme de la *croissance démographique*, celle du capital provient de l'*investissement*. Celui-ci correspond à cette partie du produit global qui est allouée, à chaque période, à la production de biens de production (qui seront utiles pour la production dans les périodes suivantes) plutôt qu'à celle de biens immédiatement consommés. [...] L'accumulation du capital au cours du temps ne consiste pas à empiler toujours plus d'unités de même type [...], mais à acquérir des machines de type nouveau, plus efficaces, qui assurent une constance de la rentabilité du capital [...]. Le rôle joué par le progrès technique [...] est double. D'une part, une technologie plus efficace affecte directement le niveau de la productivité ; d'autre part, en rétablissant le rendement du capital, le progrès technique suscite des investissements nouveaux, donc une augmentation du capital par tête, qui affecte à son tour la productivité du travail.

Source : Dominique GUELLEC, « Croissance et innovation », in *Croissance, emploi et développement*, collection Repères, Éditions la Découverte, 2007.

DOCUMENT 2

Contribution à la croissance du PIB en volume

	1970	1980	1990	2000	2010
Dépenses de consommation finale ¹	3,5	1,4	2,1	2,3	1,1
Formation brute de capital fixe ¹	1,3	0,7	0,8	1,2	-0,2
Solde extérieur des biens et services ¹	1,3	-0,5	-0,2	-0,3	0,1
Variation de stocks ¹	0,1	0,0	0,0	0,5	0,6
Variation annuelle du PIB en %	6,2	1,6	2,6	3,7	1,5

Source : Comptes nationaux - Base 2005, INSEE.

Données arrondies
1- En points de PIB.

DOCUMENT 3

Le taux d'accumulation du capital physique est l'un des principaux facteurs déterminant le niveau de production réel par habitant [...].

De récentes études sur la croissance partent également de l'hypothèse que la formation et l'expérience de la main-d'œuvre représentent une forme de capital (humain)¹. [...] L'investissement sous forme de capital humain (les dépenses pour l'apprentissage et la formation par exemple) pourrait avoir un impact plus permanent sur le processus de croissance si le niveau élevé de compétences et de formation va de pair avec une intensification des activités de recherche-développement (R-D) et une accélération du progrès technologique, ou si l'adoption de nouvelles technologies est facilitée par une main-d'œuvre hautement qualifiée. [...]

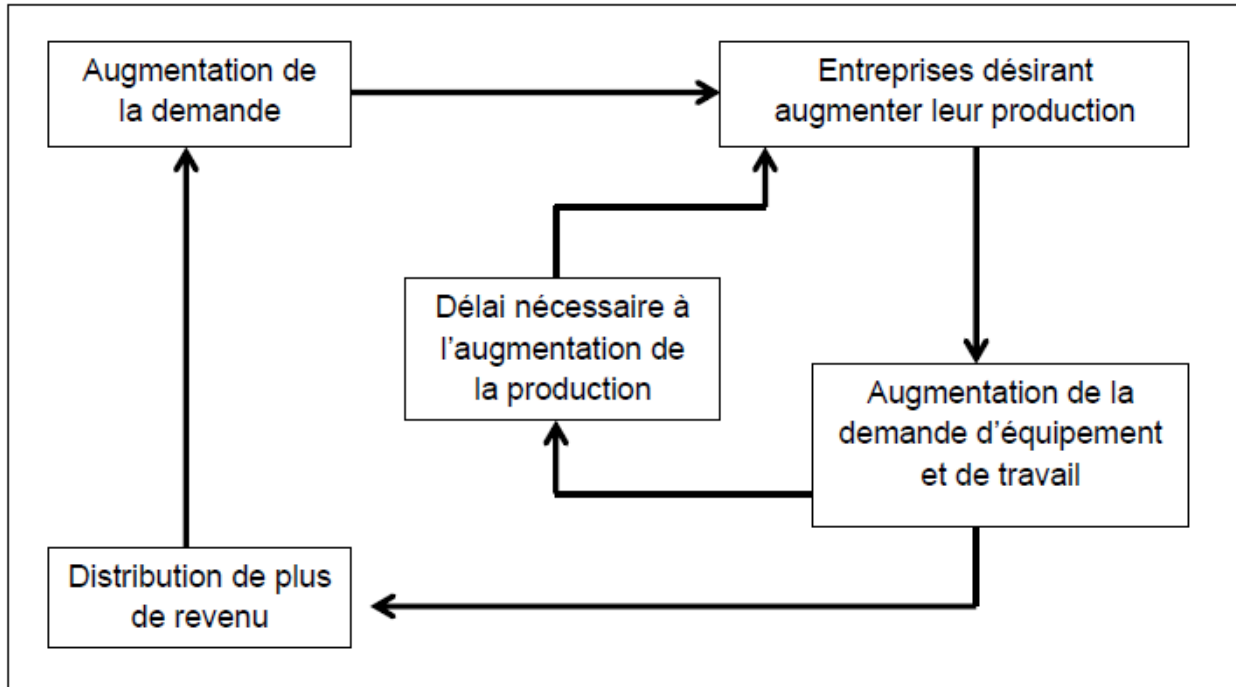
Les dépenses de recherche-développement peuvent être considérées comme un investissement dans le savoir, qui se traduit par l'élaboration de nouvelles technologies aussi bien que par une utilisation plus efficiente des ressources humaines et physiques existantes. [...] Une augmentation des dépenses de R-D devrait entraîner, toutes choses égales par ailleurs², une augmentation permanente des taux de croissance. Le montant des ressources allouées à la R-D peut être influencé par une intervention des pouvoirs publics.

Source : Andrea BASSANINI et Stefano SCARPETTA, « Les moteurs de la croissance dans les pays de l'OCDE : analyse empirique sur des données de panel », *Revue économique de l'OCDE*, n° 33, 2001.

1. Capital humain : ensemble des capacités productives qu'un individu acquiert par l'accumulation de connaissances et/ou de savoir-faire.
2. Toutes choses égales par ailleurs : les autres variables étant inchangées.

DOCUMENT 4

La demande, un moteur de croissance économique



Source : Jean-Marie ALBERTINI, *Les nouveaux rouages de l'économie*, Les éditions de l'Atelier, 2008.

DOCUMENT 5

Seule opération économique majeure à avoir une influence tant du côté de l'offre que de la demande, l'impact de l'investissement sur la croissance économique [...] peut être considérable.

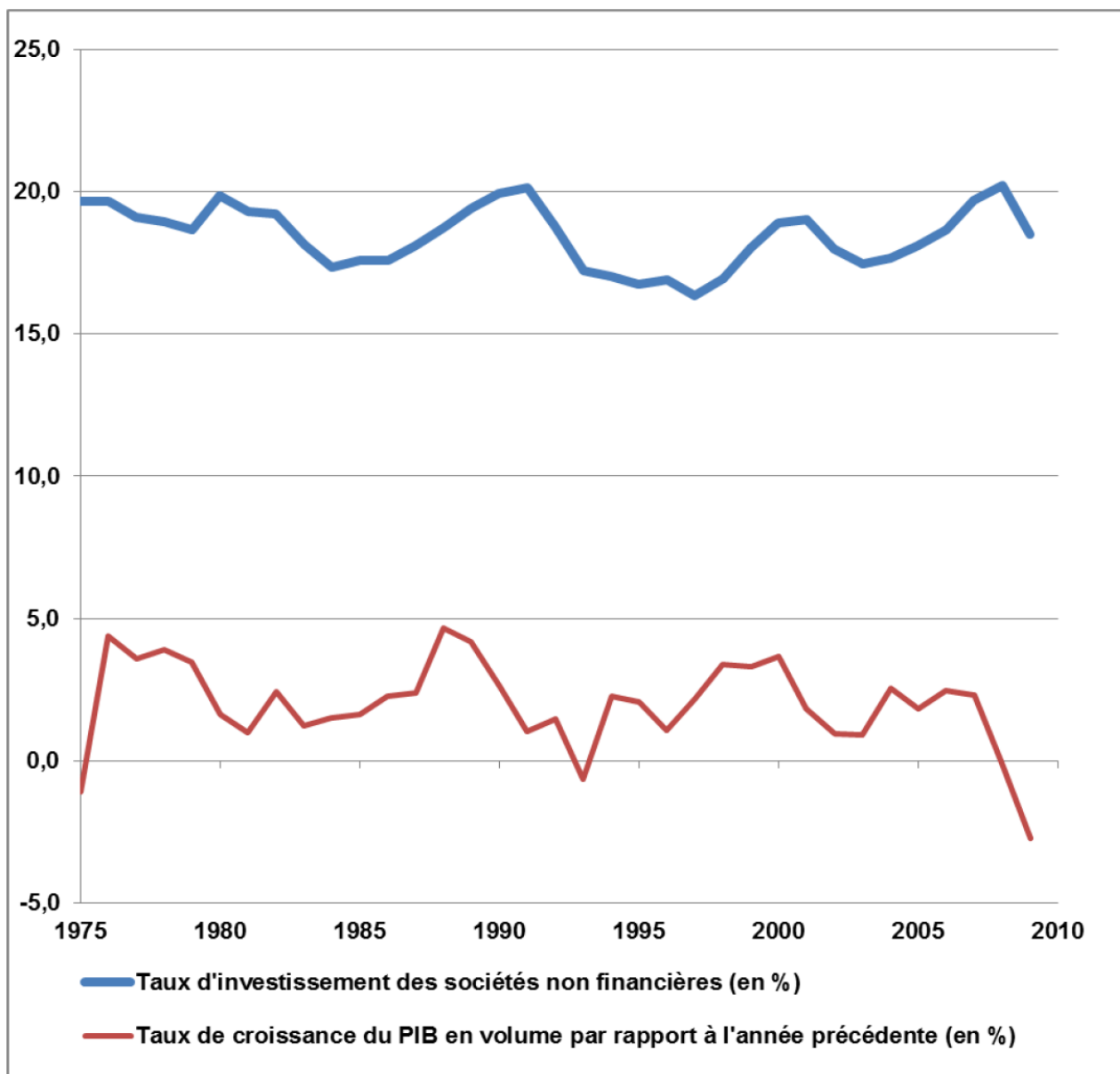
Au niveau macroéconomique, l'investissement est l'une des composantes de la demande, aux côtés de la dépense de consommation et de la demande étrangère (exportations). En effet, la dépense d'investissement se traduit par une demande pour les producteurs de biens d'équipement. De plus, le flux de dépenses occasionné par l'investissement donne lieu à une distribution de revenus qui vont générer une nouvelle demande. Par exemple, les salariés des entreprises fabriquant les biens de production reçoivent des revenus qu'ils vont ensuite consommer ou épargner. [...]

L'investissement contribue également à accroître l'offre en augmentant les capacités productives. [...] Par nature, un investissement de capacité accroît l'offre. [...] Dans le cas d'un investissement de productivité, c'est la compétitivité de l'entreprise qui est en jeu. Quant à l'investissement de remplacement, sa croissance permet un rajeunissement du capital en accélérant le renouvellement des équipements usagés. En revanche, son recul est dangereux car il provoque, à terme, un vieillissement de l'appareil productif.

Source : Pierre-André CORPRON, « L'investissement », in *Les Cahiers français*, n°345, juillet-août 2008.

DOCUMENT 6

Évolution du taux d'investissement et du taux de croissance du PIB en volume, en France



Source : Comptes nationaux - Base 2005, INSEE.

Question de synthèse étayée par un travail préparatoire

Il est demandé au candidat :

1. de conduire le travail préparatoire qui fournit des éléments devant être utilisés dans la synthèse.

2. de répondre à la question de synthèse :

- par une argumentation assortie d'une réflexion critique, répondant à la problématique donnée dans l'intitulé ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion pour une longueur de l'ordre de trois pages.

Ces deux parties sont d'égale importance pour la notation.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

THÈME DU PROGRAMME :

Idéal démocratique et inégalités

I - TRAVAIL PRÉPARATOIRE (10 points)

Vous répondrez à chacune des questions en une dizaine de lignes maximum.

1) Donnez la signification du nombre entouré. (**document 1**) (1 point)

2) Expliquez le passage souligné. (**document 2**) (2 points)

3) Pourquoi certaines inégalités, citées dans le **document 2**, sont-elles considérées comme inacceptables ? (2 points)

4) Illustrez, à l'aide d'un exemple chiffré, le caractère inégalitaire de la répartition du revenu disponible. (**document 3**) (1 point)

5) En quoi les inégalités de revenu et les inégalités de patrimoine se renforcent-elles mutuellement ? (**document 3**) (2 points)

6) Montrez que les zones d'éducation prioritaire (ZEP) sont fondées sur un principe différent de celui présenté dans la première phrase du **document 4**. (2 points)

II - QUESTION DE SYNTHÈSE (10 points)

Après avoir caractérisé les principales inégalités dans les sociétés démocratiques, vous vous demanderez si elles doivent toutes être considérées comme injustes.

DOCUMENT 1

Disparités entre les hommes et les femmes

	Proportion de députés à l'Assemblée nationale en 2007, en %	Salaires nets mensuels moyens ⁽¹⁾ en 2009, en euros	Part des femmes dans les conseils d'administration des entreprises du CAC 40 ⁽²⁾ en 2009, en %	Taux d'activité moyen ⁽³⁾ en 2008, en %	Proportion parmi les salariés à temps partiel en 2008, en %
Femmes	18,5	1 834	10,5	65,5	82,0
Hommes	81,5	2 240	89,5	74,6	18,0

Sources : D'après, *Chiffres-clés, L'égalité entre les femmes et les hommes*, Ministère des solidarités et de la cohésion sociale et *INSEE*, 2009.

1. Champ : salariés du secteur privé et semi-public, France.
2. CAC 40 : indice boursier des 40 valeurs les plus importantes cotées à la Bourse de Paris.
3. Champ : personnes de 15 à 64 ans, France métropolitaine.

DOCUMENT 2

Les idées sur l'inégalité sont, au même titre que celles sur l'équité et la justice sociale, ancrées dans nos valeurs. [...] La plupart d'entre nous seraient enclins à accepter que les inégalités ne sont pas toutes injustes. L'inégalité de revenu est le corollaire⁽¹⁾ inévitable de toute économie de marché fonctionnelle, même si l'on peut se poser des questions sur l'étendue justifiable de cette inégalité. Parallèlement, peu accepteraient en principe une inégalité des chances basée sur le sexe, l'héritage de richesses, l'origine ethnique ou d'autres « accidents de naissance » sur lesquels les individus n'ont aucun contrôle. L'idée que des humains puissent être voués à une mort précoce, à l'analphabétisme ou à une citoyenneté de deuxième classe en raison d'attributs hérités échappant à leur contrôle va à l'encontre de ce qu'est le concept de justice de la plupart d'entre nous. [...]

L'inégalité extrême n'est pas mauvaise seulement pour la réduction de la pauvreté, mais aussi pour la croissance. L'efficacité à long terme et le renforcement de l'équité peuvent se révéler complémentaires. [...]

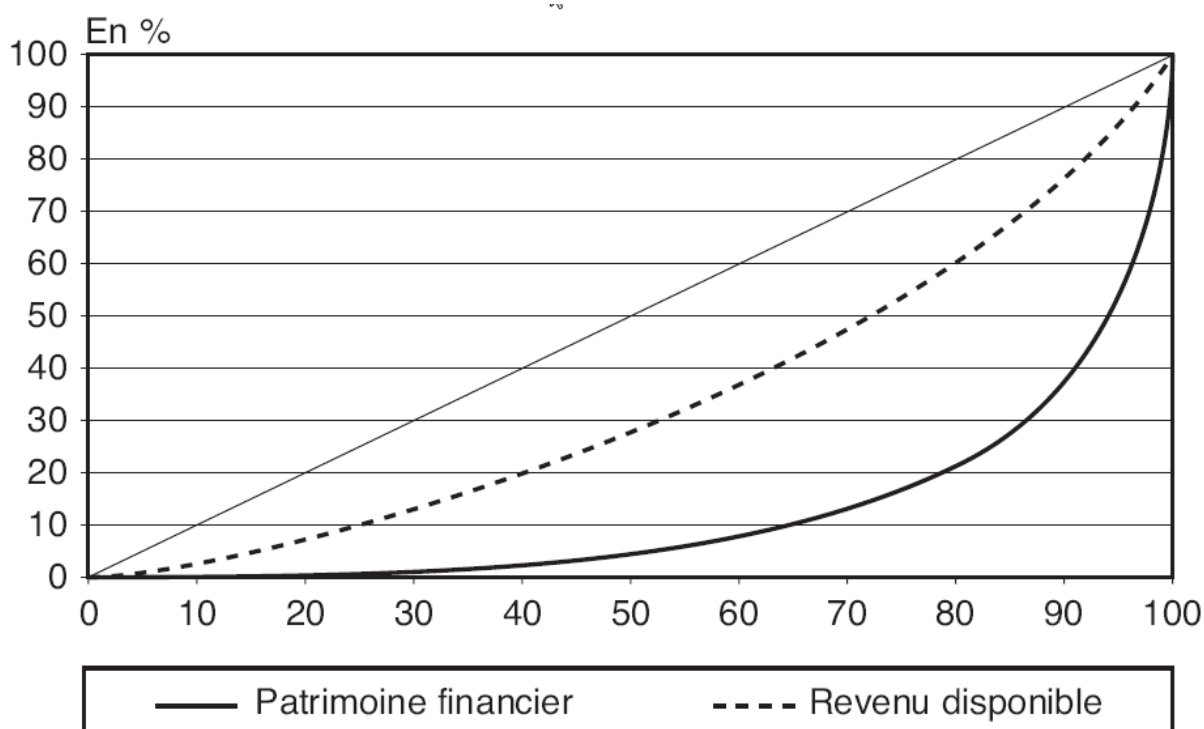
Là où les inégalités extrêmes basées sur la richesse, le sexe ou la région privent trop une grande partie de la population, c'est toute la société qui souffre de l'inefficacité qui en découle.

Source : Rapport mondial sur le développement humain 2005, Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), *Économica*, 2005.

1. corollaire : conséquence

DOCUMENT 3

Courbes de concentration du revenu disponible (2003) et du patrimoine financier¹ (2004) des ménages



Source : Alexandre BACLET et Émilie RAYNAUD, « La prise en compte des revenus du patrimoine dans la mesure des inégalités », *Économie et Statistique*, N° 414, 2008.

1. Le patrimoine financier correspond à la possession d'actifs financiers ; il ne prend pas en compte les biens immobiliers.

DOCUMENT 4

L'école gratuite et obligatoire a été fondée sur le principe de l'égalité, ce qui la conduit à ne pas tenir compte des origines socioculturelles (et donc des atouts ou des handicaps de départ qui s'y rattachent) des élèves pour juger leurs performances scolaires. L'inégalité des chances qui en résulte a conduit les autorités, depuis le début des années 80, à prendre des mesures d'équité en mettant en place des zones d'éducation prioritaire (ZEP) où des moyens plus importants sont accordés aux écoles qui accueillent des enfants provenant des milieux populaires. [...] Il s'agit de lutter contre les inégalités sociales scolaires en renforçant les avantages pédagogiques et matériels des écoles se situant dans des quartiers défavorisés. On observe que l'horizon de ces politiques est d'abord celui d'une égalisation progressive des conditions de vie grâce à un effort de remise à niveau des conditions d'existence et d'éducation dans les zones défavorisées. On attend de ces politiques qu'elles favorisent un rattrapage.

Source : Eric KESLASSY, *Démocratie et égalité*, collection Thèmes et débats, Bréal 2003.